

PRIX DE L'ABONNEMENT. Edition Quotidienne. Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois. POUR LES ETATS-UNIS.....\$12.00 \$6.00 \$3.00 \$1.00 POUR L'ETRANGER.....\$15.15 \$7.55 \$3.75 \$1.30 Les abonnements se soldent invariablement d'avance.

Le Numéro Cinq Sous

PRIX DE L'ABONNEMENT. Edition Hebdomadaire. Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois. POUR LES ETATS-UNIS.....\$3.00 \$1.50 \$1.00 75 cts POUR L'ETRANGER.....\$4.00 \$2.05 \$1.35 \$1.05 Les abonnements datent du 1er et du 15 de chaque mois.



L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE. PRO ARIS ET FOCIS. SCIENCES, ARTS.

BUREAUX : rue de Chartres No 323. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 12 AVRIL 1898. Fondé le 1er Septembre 1827

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED. Bureau : 323 rue de Chartres, Entre Conti et Bienville.

POUR LES PETITES ANNONCES DE DEMANDES, VENTES, LOCATIONS, ETC., QUI MOULENT AU PRIX REDUIT DE 10 CENTS LA LIGNE, VOIR L'AUTRE PAGE.

LE PECHE

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABELLE

JUVELLES AMERICAINES

MESSAGE

Président McKinley

INGRÈS DES ETATS-UNIS

vue complète de la question cubaine et des négociations.

Chief de l'Exécutif déclare que la situation actuelle est intolérable.

attend la décision du Congrès et se tient prêt à remplir les devoirs que lui impose la Constitution.

Washington, 11 avril.—Dans son message, le président demande au Congrès de l'autoriser à prendre des mesures pour mettre un terme aux hostilités dans l'île de Cuba et tenir l'établissement d'un gouvernement stable, et d'employer des forces navales et militaires des Etats-Unis, s'il est nécessaire, pour arriver à ces fins.

Le président dit que le seul espoir de mettre fin à un état de choses qui ne peut pas être enduré longtemps est d'entreprendre la pacification de l'île. La question est maintenant laissée au Congrès et le président attend sa décision, prêt à remplir toutes les obligations que lui impose la constitution.

Le décret du gouvernement espagnol suspendant les hostilités est soumis au Congrès pour être considéré avec soin, avec l'observation que si la mesure atteint ce résultat « nos aspirations comme peuple aimant la paix seront réalisées, et que si elle ne réussit pas, nous n'aurons rien de plus à attendre de cette affaire ».

L'incident du Maine est longuement traité dans le message. Le président dit que la destruction du Maine dans le port de la Havane montre que l'Espagne n'est pas en mesure de garantir la sécurité des navires étrangers.

L'Espagne a nié toute participation à la destruction et a proposé de soumettre à l'arbitrage toutes les difficultés pouvant s'élever à l'usage de cette affaire.

Voici les principaux passages du message du président McKinley : Washington, 11 avril.—Le président a envoyé aujourd'hui le message suivant au Congrès des Etats-Unis :

Conformément à un article de la constitution qui ordonne au président de donner des informations sur la situation de l'Union et de lui recommander les mesures qu'il juge nécessaires et convenables, il est de mon devoir de m'adresser à vous relativement à la crise grave qui trouble les relations des Etats-Unis et de l'Espagne par suite de la guerre qui, depuis trois ans, a fait rage dans l'île voisine de Cuba. J'ai agi ainsi parce que la question cubaine est liée intimement avec l'état de notre propre union et que la règle de conduite que la nation doit adopter doit se relier avec la politique traditionnelle de notre gouvernement et rester complètement d'accord avec les préceptes posés par les fondateurs de la République et religieusement observés par les administrations qui leur ont succédé, jusqu'à ce jour.

La révolution actuelle n'est que la suite d'autres insurrections qui ont eu lieu à Cuba, contre la domination de l'Espagne, durant une période qui a duré près d'un demi-siècle, pendant lesquelles les Etats-Unis ont dû faire de grands efforts et de grandes dépenses pour conserver leur neutralité.

Il en est résulté des pertes énormes pour notre trafic et notre commerce, de l'irritation, des troubles parmi nos concitoyens. On s'est livré à des excès de cruauté, de barbarie, qui sont une honte pour la civilisation, qui ont blessé les âmes sensibles et froissé les sentiments d'humanité de nos populations.

Depuis le commencement de la présente révolution, en février 1895, notre pays a vu le fertile domaine de nos voisins, ravagé par le feu et par l'épée, durant une lutte sans précédents dans l'histoire de cette île, et qui a été rarement égalée dans le passé, au double point de vue du nombre des combattants et de la fureur de la lutte, entre une population qui essayait de conquérir sa liberté et la puissance qui en avait sa souveraineté.

Notre nation a vu une communauté, jadis prospère, réduite à la dernière misère, le commerce libéral virtuellement paralysé, sa production, d'une fécondité exceptionnelle, diminuée; ses champs dévastés, les fabriques et les ateliers en ruines, la population périssant par dixaines de mille, de faim et de dénuement.

Nous avons été forcés, pour observer la stricte neutralité, que nous inspirait nos lois et que commandait la loi internationale, d'établir une police dans nos eaux et de veiller sur nos ports pour empêcher que l'on ne portât, contrairement à la neutralité, une aide aux Cubains. Notre commerce a souffert; le capital placé par nos citoyens à Cuba a été perdu presque tout entier; et la patience de notre population a été mise à une rude épreuve.

Il en est résulté un malaise général qui, de temps à autre, s'est manifesté dans notre législature nationale. Toutes ces secousses extérieures à notre corps politique appellent notre attention et nous empêchent de travailler au progrès de notre communauté dont le premier principe est d'éviter toute lutte avec l'étranger.

Toutes ces choses ont appelé l'attention de notre gouvernement non-seulement durant mon administration, mais même durant l'administration de mon prédécesseur.

En avril 1896, les maux que l'Union avait à souffrir de la guerre cubaine devenaient si intolérables, que mon prédécesseur fit un effort pour obtenir la paix par la médiation de notre gouvernement, afin d'arriver à un arrangement honorable, entre l'Espagne et la colonie révoltée.

Il avait pris pour base des négociations un système de self-governement sous le drapeau espagnol et la souveraineté de l'Espagne.

Ce plan n'a pas réussi, parce que le parti, alors au pouvoir, a refusé toute espèce de médiation et même tout plan tendant à un règlement. Il fallait que les insurgés commencent par faire leur soumission à la mère-patrie.

Pendant ce temps la situation militaire dans l'île avait subi un changement notable. L'extraordinaire activité des insurgés durant la seconde année de la guerre, quand ils ont envahi les plaines de la province de Pinar del Rio et porté la destruction jusque sous les murs de la Havane, avait été réduite à une lutte opiniâtre dans les provinces centrales et de l'est. Les armes espagnoles avaient reconquis dans une certaine mesure le contrôle de la province de Pinar del Rio et d'une partie de la province de la Havane. Mais les insurgés tenaient bon et leur soumission demandée par l'Espagne comme base essentielle et unique de la paix semblait aussi éloignée qu'au début.

En présence de cet état de choses mon gouvernement s'est trouvé dans la nécessité d'envisager le grave problème de remplir son devoir. Mon message du mois de décembre dernier a passé en revue la situation et a exposé les mesures prises dans le but d'ouvrir la voie à quelque plan de règlement honorable.

L'assassinat de M. Cánovas, premier ministre d'Espagne, a causé un changement de gouvernement. L'ancienne administration engagée à subjuguer les insurgés sans faire de concessions a fait place à un gouvernement plus libéral engagé depuis longtemps à une politique de réformes comprenant le grand principe du gouvernement autonome dans les îles de Cuba et de Porto-Rico. Les ouvertures du gouvernement américain faites par son nouveau représentant à Madrid, le général Woodford, tendant à une amélioration immédiate et efficace de l'état de choses dans l'île de Cuba, quoique non acceptées au point d'une médiation, ont eu pour résultat l'assurance qu'un gouvernement autonome serait accordé à Cuba sans attendre la fin de la guerre. Et en même temps le nouveau gouvernement espagnol a continué et complété la politique de son prédécesseur en témoignant de ses sentiments amicaux envers les Etats-Unis par la mise en liberté des citoyens américains détenus sous diverses accusations relatives à l'insurrection, de sorte qu'à la fin de novembre il ne restait pas dans les prisons espagnoles une seule personne ayant droit à notre protection.

Après avoir appelé les secours envoyés par le peuple américain aux « reconcentrados » le président dit :

La guerre cubaine est de telle nature qu'à partir de la soumission ou l'extermination une victoire militaire pour une des deux parties semble impossible. L'épuisement matériel d'une de ces parties, Cuba a été perdu presque tout entier; et la patience de notre population a été mise à une rude épreuve. Il en est résulté un malaise général qui, de temps à autre, s'est manifesté dans notre législature nationale.

Toutes ces secousses extérieures à notre corps politique appellent notre attention et nous empêchent de travailler au progrès de notre communauté dont le premier principe est d'éviter toute lutte avec l'étranger.

Toutes ces choses ont appelé l'attention de notre gouvernement non-seulement durant mon administration, mais même durant l'administration de mon prédécesseur.

En avril 1896, les maux que l'Union avait à souffrir de la guerre cubaine devenaient si intolérables, que mon prédécesseur fit un effort pour obtenir la paix par la médiation de notre gouvernement, afin d'arriver à un arrangement honorable, entre l'Espagne et la colonie révoltée.

Il avait pris pour base des négociations un système de self-governement sous le drapeau espagnol et la souveraineté de l'Espagne.

Ce plan n'a pas réussi, parce que le parti, alors au pouvoir, a refusé toute espèce de médiation et même tout plan tendant à un règlement. Il fallait que les insurgés commencent par faire leur soumission à la mère-patrie.

A ces conditions seulement, le gouvernement espagnol pourrait consentir à faire quelques concessions.

La reconnaissance des droits de belligérants ne serait pas justifiée par les faits.

M. McKinley se déclare du même avis et ajoute que la politique des Etats-Unis a toujours été de garder la neutralité et de ne pas intervenir dans les différends dans le gouvernement des nations.

Après avoir rappelé la destruction du Maine et cité les conclusions de la cour navale d'enquête M. McKinley dit :

En tous cas la destruction du Maine par une explosion extérieure est une preuve évidente et impressionnante de l'existence d'un état de choses intolérable. Et il est ainsi démontré que le gouvernement espagnol n'est pas en mesure d'assurer la sécurité d'un navire de guerre américain en mission de paix dans le port de la Havane conformément aux droits internationaux.

M. McKinley conclut ainsi :

En face de ces faits et de ces considérations je demande au Congrès d'autoriser le président à prendre des mesures pour mettre fin d'une façon complète aux hostilités entre le gouvernement espagnol et le peuple cubain, pour obtenir l'établissement d'un gouvernement stable en mesure de maintenir l'ordre tout en remplissant ses obligations internationales, en assurant la paix, la tranquillité et la sécurité de ses citoyens aussi bien que des nôtres, et à employer les forces militaires et navales des Etats-Unis pour arriver à ce but.

Dans l'intérêt de l'humanité et pour sauver les vies des habitants réduits à la famine dans l'île je recommande la continuation des secours et le vote d'un crédit sur le trésor pour venir en aide à la charité de nos citoyens. L'affaire est maintenant soumise au Congrès. C'est une responsabilité solennelle. J'ai épuisé tous les moyens d'améliorer l'état de choses intolérable qui règne à nos portes. Prêt à remplir tous les devoirs que m'impose la constitution j'attends votre décision.

Hier, après la rédaction de ce message, j'ai reçu l'information officielle du fait que le dernier décret de la reine régente d'Espagne enjoit au général Blanco de proclamer la suspension des hostilités, afin de préparer et de faciliter la conclusion de la paix. Les détails et la durée de l'armistice ne m'ont pas encore été communiqués.

Ce fait et les autres considérations seront, j'en suis certain, l'objet de votre juste attention dans les délibérations solennelles que vous allez commencer. Si cette mesure est couronnée de succès nos espoirs comme peuple chrétien et ami de la paix seront réalisés. Si elle échoue elle constituera une nouvelle justification des mesures que nous entreprenons.

Signé : WILLIAM MCKINLEY, Palais de l'Exécutif, le 11 avril 1898.

Un manifeste de Maximo Gomez. New York, 11 avril.—Le Herald publie un extrait d'une lettre écrite à M. Barker, consul des Etats-Unis à Santiago de Cuba, par Maximo Gomez, qui sera soumise au Président McKinley.

La saison pluvieuse va bientôt arriver; les troupes espagnoles voudraient conclure un armistice jusqu'à ce qu'elle soit passée.

D'un autre côté je suis anxieux de voir cesser les hostilités; mais il faut que ce soit d'une façon permanente.

Si l'Espagne consent à évacuer Cuba, en emportant avec elle son drapeau, je consens à un armistice jusqu'au 1er octobre, alors que les cubains resteront maîtres chez eux.

Veillez en avertir le Président McKinley. Dites-lui aussi que j'écris la même chose à la direction du gouvernement provisoire de Cuba, avec lequel on peut traiter directement, si on le désire.

La situation à Porto Rico. New York, 11 avril.—Une dépêche de San Juan, Porto Rico, au «World», dit : L'entrée du Viscaya et de l'Oquendo venant de la Havane, a provoqué une grande excitation.

On pousse avec activité les travaux pour s'approvisionner de charbon; sept steamers chargés de charbon Cardiff arrivent.

Les travaux de fortifications s'achèvent rapidement et l'on a établi un système d'héliographes.

Le port a été miné, pendant la nuit; toutes les garnisons ont été pourvues de rations pour six mois, et les familles se sont largement approvisionnées.

L'affaire du correspondant Halstead paraît sérieuse. Les espagnols disent ouvertement qu'il doit être condamné à 20 ans de prison; d'autres disent qu'il devrait être condamné à mort.

Le consul anglais reste indifférent. Cette affaire est un véritable outrage.

Il y a une grande excitation politique, causée par les élections et une crise de cabinet est imminente.

Les libéraux autonomistes, affiliés avec Sagasta ont manipulé les registres des élections et ont obtenu ainsi une forte majorité. Les autorités libérales contrôlent les élections à l'intérieur et soumettent à l'opposition de voter.

On s'est battu plus d'une fois et il en est résulté plusieurs morts.

Les troupes ont reçu l'ordre de faire feu et l'on compte deux ou trois morts.

Ceux qui ont été battus s'indignent; ils se sont jetés sur les boîtes de scrutin, là il y avait des fraudes évidentes.

La population est déçue et déillusionnée sur la sincérité de l'autonomie.

Les véritables autonomistes, ainsi que les conservateurs dénoncent les fraudes; l'opposition essaie de créer une crise ministérielle. Trois secrétaires autonomistes ont donné leur démission; mais le capitaine-général n'a pas voulu les accepter, pendant la période des élections.

Ces démissions ne seront effectives que la veille de l'ouverture du parlement insulaire, qui est composé de 25 libéraux et de six membres de l'opposition.

Les prisonniers sont pleins d'accusés pour délits politiques. On a fait 200 arrestations dans l'île. Les journaux ont été jetés en prison pour avoir protestés contre la fraude.

Ceux qui sympathisent avec eux ont voulu faire une démonstration dans les rues, et il en est résulté des rixes; mais la police a rétabli l'ordre, avec l'aide de la cavalerie qui faisait la patrouille dans les rues.

La situation était si sérieuse que le capitaine-général Machias a lancé une proclamation comme celle qu'il avait faite, au commencement de la guerre cubaine, en appelant à la loyauté des habitants, au nom de la nation, pour rétablir la paix, la concorde et la tranquillité dans les foyers et déclarant que les ennemis cachés de l'Espagne n'espéreraient rien pour réaliser leurs plans de trahison.

Cette menace a produit un effet et la situation est devenue plus calme.

On envoie toute espèce de mesures dictatoriales pour écarter la vérité. Aucun renseignement sur la situation ne peut échapper à la censure, et toutes les mesures qui paraissent nuire au gouvernement sont retardées de plusieurs jours.

Les autonomistes ont été forcés d'envoyer le commissaire Ramos à Madrid pour protester, à propos des élections.

L'équipage du Nahant. Albany, Etat de New York, 11 avril.—Cent deux membres de la réserve navale de l'Etat de New York ont reçu l'ordre de se rendre demain à Philadelphie pour former l'équipage du Nahant.

Où auront lieu Premières Hostilités. New York, 11 avril.—Les monitors Terrora, Puritan et Amphitrite ont reçu l'ordre de rejoindre les navires de combat au large du Sandykey Light. Ce mouvement semble indiquer que l'on se prépare à une attaque immédiate.

Les monitors sont, sans doute, plus lents que les autres navires; mais ils peuvent former une première ligne d'attaque puissante.

Il a été fait quelques changements dans les plans.

Le Château Moro ne sera pas bombardé, à cause des prisonniers qui y sont enfermés.

Les cabanes échappent au bombardement pour la même raison. C'est sur les batteries de Santa Clara et les 12 batteries près du château Moro que se concentrera le feu.

Le château, lui-même n'est pas formidable, à moins qu'il ne reuferme une batterie monstre qui le rende imprenable.

Si la guerre commence, elle consistera en un court duel d'artillerie, entre l'Iowa et les navires qui l'entourent et la batterie de Santa Clara, les canons Ordenez et les 12 canons rayés installés près du château Moro, il y a un an.

Le général Lee peut avoir quelques révélations à faire sur le complot qui a abouti à la destruction du Maine, tout en n'en faisant pas retomber la responsabilité directement sur le gouvernement espagnol.

On se rappelle qu'après le départ de la cour d'enquête Sampson, on lui a laissé le soin de découvrir les conspirateurs.

La cour d'enquête se disait incapable de rejeter la responsabilité de l'explosion sur qui ce fut; mais tous avaient des soupçons. Si l'on avait été sûr que les autorités espagnoles eussent consenti à coopérer à l'enquête, on eût pu obtenir des renseignements plus certains. Mais l'Espagne s'en est tenue obstinée à la théorie de l'accident. Il fallait croire que sa coopération n'eût tendu qu'à détruire les preuves de la conspiration.

Le public se demande quelle sécurité on peut trouver dans l'acceptation de l'armistice par les insurgés. Les américains forceront-ils les insurgés à se soumettre à une intervention armée? Si les Yankees sont une fois à Cuba, qu'est-ce qui les en délogera?

On a appris ce soir, samedi, que les départements de la guerre et de la marine ne ralentissent pas leurs efforts qu'ils se préparent à des hostilités, et travaillent nuit et jour.

Ici, on éprouve un sentiment de désappointement. Tout ce que les Etats-Unis demandent, dit-on, est le leur accord.

Les fonctionnaires espagnols, disent tout simplement que le gouvernement s'est soumis aux volontés du Pape.

D'un autre côté, une foule de familles, qui perdent vite leurs parents et leurs amis, par suite de la prolongation de la guerre sont enchantées de la perspective de paix.

Quelques diplomates prétendent que les Etats-Unis sont maintenant en meilleure situation que quand on leur présente, dans la dernière conférence, les propositions de cesser les hostilités et la permission de secourir les « reconcentrados ».

Le San Francisco et le New Orleans.

Halifax, N. G. 11 avril.—Les croiseurs des Etats-Unis, San Francisco et New Orleans, sont arrivés ici, ce matin.

Un article du Globo, libéral.

Le «Globo», libéral, parlant de la crise actuelle, dit qu'il ne voit dans les démonstrations d'hier soir, que les tentatives des agitateurs pour exalter les passions populaires; il demande un gouvernement d'exercer une vigilance plus grande que jamais, attendu que l'avenir de l'Espagne dépend de son attitude calme.

L'état de santé de M. Gladstone.

Londres, 11 avril.—Il n'y a pas beaucoup de changement dans l'état de M. Gladstone, mais il ne souffre pas beaucoup.

Elections sénatoriales en Espagne.

Madrid, Espagne, 11 avril.—Les élections sénatoriales ont eu lieu et ont eu pour résultat une victoire du gouvernement. Sur cent quatre-vingts sénateurs cent quarante ministériels ont été élus.

Croiseurs espagnols.

Ténériffe, îles Canaries, 11 avril.—Les croiseurs cuirassés espagnols Cristobal Colon et Maria Teresa ont passé au large de Ténériffe, allant au sud.

Annouces du départ du général Woodford.

Madrid, 11 avril, 9:30 h. du matin.—On dit que le ministre des Etats-Unis, M. Stewart Woodford, part de Madrid aujourd'hui.

On affirme, de plus, qu'il sera accompagné jusqu'à la frontière par une escorte de gendarmes.

Les ambassadeurs se réunissent aujourd'hui à l'ambassade italienne. Ce sont les nouvelles venues de Washington qui ont provoqué cette nouvelle réunion, dit-on.

A la Havane.

La Havane, île de Cuba, 11 avril.—Il fait aujourd'hui à la Havane un magnifique temps d'été, et les habitants vaquent à leurs affaires comme d'habitude.

NOUVELLES ETRANGERES

La Situation à Madrid.

Madrid, 9 avril, via Bayonne, France.—Bien que le public comprit hier qu'il se passait quelque chose d'étrange, la décision du cabinet d'accorder un armistice, ou une suspension des hostilités, l'a complètement surpris.

A la Havane.

Il en est résulté une grande excitation.